



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Maghreb

Question au Gouvernement n° 3679

Texte de la question

ÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE DANS LES PAYS ARABES

M. le président. La parole est à M. Étienne Blanc, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Étienne Blanc. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

Voici maintenant neuf mois que la France accompagne le mouvement démocratique qui s'est levé dans un grand nombre de pays arabes, reprenant la formule du général de Gaulle pour qui il existait un pacte multiséculaire entre la France et la liberté du monde.

Nous avons ainsi été aux avant-postes pour renverser le régime de Mouammar Kadhafi. Mais nous savons que le chemin vers la démocratie est ardu. C'est pourquoi il est d'autant plus important d'être vigilants, afin que les combats menés par les peuples ne leur soient pas confisqués.

Aujourd'hui, certains de ces peuples luttent encore ; j'en veux pour preuve les derniers événements en Syrie, où l'on estime entre trois mille cinq cents et quatre mille le nombre de Syriens morts pour la liberté.

Après la Tunisie, c'est l'Égypte qui s'apprête à voter lundi prochain pour élire sa représentation nationale. C'est une étape majeure dans le processus démocratique, et la population a tenu à le faire savoir en investissant à nouveau l'emblématique place Tahrir.

Une grande partie du monde arabo-musulman est à la croisée des chemins et a rendez-vous avec l'histoire.

Aussi, monsieur le ministre d'État, pouvez-vous nous préciser de quelle façon la communauté internationale et tout particulièrement la diplomatie française vont accompagner ces peuples sur la voie de la liberté, en tout cas pour leur avenir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député Étienne Blanc, la dégradation de la situation en Égypte est gravement préoccupante. Le gouvernement français a exprimé son inquiétude ; il a condamné les violences et appelé au dialogue ainsi qu'à la poursuite du processus électoral.

Le président du conseil supérieur des forces armées a annoncé hier que ce processus allait se poursuivre, avec des élections législatives suivies d'élections présidentielles et de l'adoption d'une nouvelle constitution. Nous soutenons cette marche vers le transfert du pouvoir aux autorités civiles.

Mais permettez-moi d'élargir un peu le propos. Nous ne pouvons à la fois demander des élections, qui fondent la démocratie, et ne pas en accepter le résultat. Nous ne pouvons partir du principe que tout parti qui se réfère à la religion musulmane serait non fréquentable. C'est la raison pour laquelle notre diplomatie s'est fixé deux lignes de conduite : confiance et vigilance.

Confiance d'abord à ces régimes en transition, que nous essayons d'aider. J'ai présidé à Koweït, il y a quarante-huit heures, le partenariat de Deauville, qui avance et nous a permis de mettre au point des plans d'action pour les principaux pays.

Mais également vigilance, pour rappeler les lignes rouges que nous souhaitons voir respecter : c'est le sens du discours que nous tenons à la Tunisie, qui vient d'installer son assemblée constituante, au Maroc, qui va voter demain, à la Libye, qui constitue son Gouvernement.

Un mot enfin sur la Syrie, où la répression sauvage se poursuit. Nous travaillons désormais en étroite liaison

avec la Ligue arabe et la Turquie. Je reçois cet après-midi même le président par intérim du Conseil national syrien, M. Burhan Ghalioun.

Je conclurai en disant qu'il y a aussi des raisons d'espérer. À Koweït, au moment du Forum pour l'avenir que je présidais avec les Koweïtiens, nous avons parlé avec de liberté d'expression, de liberté de religion et de liberté d'association, et tous les pays présents, y compris les pays arabes du Golfe, s'y sont associés.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Données clés

Auteur : [M. Étienne Blanc](#)

Circonscription : Ain (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3679

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 novembre 2011